



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 12/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société SAICA PAPER FRANCE

573 route des Ortis
26240 Laveyron

Référence : 20240411-RAP-DAEN0374
Code AIOT : 0006102585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement SAICA PAPER FRANCE implanté 573 route des Ortis 26 240 LAVEYRON. L'inspection a été annoncée le 07/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réalisée s'inscrit dans le cadre d'une action régionale portant sur le rejet des effluents aqueux, elle s'est déroulée sur la matinée. L'après-midi a été consacrée à des échanges sur les différents projets à venir sur le site, l'objet étant notamment de recueillir l'avis de l'inspection sur les procédures administratives associées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAICA PAPER FRANCE
- 573 route des Ortis 26 240 LAVEYRON
- Code AIOT : 0006102585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui.

Le site SAICA Paper de Laveyron fabrique du papier pour ondulés (PPO ou papier kraft), à destination des cartonneries, 100 % à partir de papiers et cartons recyclés (PCR).

Le site s'étend sur environ 21 ha et comporte notamment :

- un parc de 8 cellules de réception des matières premières (PCR),
- deux ateliers de préparation de pâte à papier (PP50 et PP60) et deux lignes de production de papier (PM50 et PM60) ;
- un entrepôt de stockage et d'expédition des bobines de papier (produits finis) ;
- 3 chaudières au gaz naturel (de 63 MW, 15 MW et 18 MW), une chaudière biogaz (6 MW) et une centrale de valorisation énergétique à partir de biomasse (73,4 MW), pour la production de vapeur nécessaire au procédé (et aux besoins de chauffage) ;
- des équipements pour la préparation des combustibles « Biomasse » ;
- une installation de cogénération de 119 MW (qui permet de produire simultanément de l'électricité par turbine à gaz, et de valoriser l'énergie des gaz d'échappement de la turbine pour produire de la vapeur – post combustion de 13 MW) ;
- une station d'épuration des effluents aqueux (eaux usées du procédé et eaux usées sanitaires) ;
- un poste d'accueil et un parking poids-lourds ;
- des bâtiments administratifs et des parkings véhicules légers.

Les chaudières (hors co-incinération et chaudière biogaz) sont pilotées à distance depuis une salle de contrôle dédiée, en équipe en 5 x 8. L'unité de co-incinération de biomasse de classe B dispose de sa propre salle de contrôle.

L'ensemble des chaudières n'est pas utilisé en même temps, sans toutefois avoir une impossibilité technique de le faire. Pour des raisons liées à la production, une chaudière de secours est toujours en chauffe et permet de suppléer à un arrêt inopiné.

L'exploitation des installations du site de Laveyron est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2021, ainsi que par divers arrêtés ministériels applicables aux installations et aux dispositions s'appliquant aux installations relevant de la directive dite IED.

Les principales rubriques ICPE du site relevant du régime de l'autorisation et de l'enregistrement sont les suivantes : 2430, 2640, 2714, 2771, 2791, 3110, 3532, 3520.a et 3610.b.

Thèmes de l'inspection :

- action régionale 2024 portant sur la surveillance des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
1	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	Demande d'action corrective	3 mois
5	Respect des VLE Actions correctives en cas de dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 21-II et 58-IV	Demande d'action corrective	1 mois
8	Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Demande d'action corrective	3 mois
9	Contrôle de recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	3 mois
10	Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-III.	Demande d'action corrective	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Sans objet
3	Points de prélèvement aménagés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
4	Respect des périodicités minimales de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet
6	Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Sans objet
7	Débit de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée sur le site SAICA PAPER de Laveyron a permis de constater que les conditions de réalisation de l'autosurveillance sont globalement satisfaisantes

Néanmoins, le contrôle a aussi permis de confirmer les difficultés actuelles de l'exploitant à respecter depuis septembre 2023 les valeurs limites fixées pour ce qui concerne certains paramètres, notamment les matières en suspension (MES), ainsi que le phosphore et l'azote. Ces écarts avaient déjà été signalés par l'exploitant à l'inspection et font l'objet d'un plan d'actions correctives important. La mise en œuvre de ce plan, ainsi que plus généralement le retour à la conformité des rejets fera l'objet d'un suivi attentif de l'inspection des installations classées.

Il est également à signaler un défaut de mise à jour du plan des réseaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Schéma des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre Ier : Dispositions générales. (Articles 2 à 6 bis) Article 4 « II. (...) » <i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. »</i></p> <p>Arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 2021 4.2.2 – Plan des réseaux <i>Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</i> <i>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par courriel ses schémas des réseaux, dont la dernière mise à jour remonte au 12 décembre 2012.</p> <p>L'exploitant dispose de deux plans, le premier concernant les réseaux des eaux usées, le second concernant les eaux pluviales. L'analyse des plans a été réalisée après la visite par l'inspection.</p> <p>Ces plans n'ont pas été mis à jour lors des dernières évolutions du site et notamment pour tout ce qui concerne l'extension du site relative à la création de la centrale de valorisation énergétique.</p> <p>Les modifications apportées concernant les stockages de matières premières (PCR), ne sont pas non plus apparentes (absence du parc PCR et des modalités de gestion des eaux pluviales associées).</p> <p>L'exploitant doit revenir sur l'ensemble des modifications apportées aux installations depuis 2012 pour s'assurer de la bonne mise à jour de ses plans.</p> <p>Pour ce qui concerne les installations figurant sur les plans, il apparaît que toutes les informations demandées au point 4.2.2 de l'arrêté préfectoral ne figurent pas sur les plans des réseaux.</p> <p>Les plans apparaissent notamment incomplets pour ce qui concerne l'alimentation en eau et les dispositifs de protection de celle-ci. Les compteurs ne figurent pas non plus sur les plans présentés. Le réseau des eaux usées domestiques semble également absent.</p> <p>Non-conformité n°1 : L'exploitant ne dispose pas d'un schéma de tous ses réseaux d'eaux à jour, comprenant l'ensemble des informations précisées à l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral, conformément à ce dernier et ainsi qu'à l'article 4 de l'arrêté du 2 février 1998. L'exploitant réalise une mise à jour de ses plans sous 3 mois, dont une copie sera communiquée par courriel à l'inspection.</p> <p>Selon les plans consultés, la séparation des différentes catégories d'effluents n'apparaît pas évidente. Ce point n'ayant pas fait l'objet d'un contrôle lors de la visite, des précisions sont demandées dans le cadre des suites de la visite. En fonction des réponses apportées, un contrôle spécifique sur ce point pourra être réalisé à l'occasion d'une prochaine visite.</p> <p>Demande n°1 : L'exploitant présente les dispositions prises pour s'assurer de la séparation des différentes catégories d'effluents selon les dispositions prévues à l'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral. Un bilan est transmis à l'inspection sous 3 mois. Un point particulier est fait sur la gestion des eaux de voiries et les parkings PL, ainsi que sur la gestion des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. La mise à jour du plan des réseaux contribuera à la réponse à cette demande.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délais : 3 mois

N° 2 : Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet - diffusion, aspect des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre VI : Conditions de rejet (Articles 49 à 57)</p> <p>Article 49</p> <p>« (...) »</p> <p><i>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.</i></p> <p>(...)</p> <p><i>Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</i></p> <p>(...) »</p>

<p>Constats : Lors de la visite des installations, la localisation des différents points de rejet a été présentée.</p> <p>Sur la base des précisions apportées et de la nature du milieu récepteur (le Rhône), l'inspection considère que les installations répondent aux dispositions concernant les ouvrages de rejet et la diffusion des effluents.</p> <p>Il n'a pas été réalisé de contrôle visuel en dehors du site au niveau des points de rejet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Points de prélèvement aménagés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement aménagés</p>
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre VI : Conditions de rejet (Articles 49 à 57) Article 50 « Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). (...) Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats : L'inspection a réalisé un contrôle sur le point de rejet unique général des eaux usées après traitement.</p> <p>Un canal venturi a été aménagé en amont du point de rejet afin de permettre la prise d'échantillon et la surveillance du rejet. Le débit, la température et le pH sont mesurés en continu.</p> <p>Il n'a pas été réalisé de contrôle sur les points de prélèvement des eaux pluviales.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>

N° 4 : Respect des périodicités minimales de surveillance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect des périodicités minimales de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre VII : Surveillance des émissions (Articles 58 à 60) Article 60 « (...) 2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. (...) » (voir le tableau de l'AM pour les flux)</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté les modalités de réalisation de son autosurveillance des rejets des eaux industrielles. Les fréquences fixées par l'arrêté préfectoral sont cohérentes avec les fréquences fixées par l'arrêté du 2 février 1998.</p>

<p>Le contrôle du respect des fréquences a notamment été réalisé à partir des dernières déclarations de l'exploitant sous GIDAF. Les périodicités minimales de surveillance sont respectées.</p> <p>Un écart de fréquence apparaît sous GIDAF concernant la couleur. Après vérification il s'agit d'une erreur sur la cadre GIDAF qui fera donc l'objet d'une correction par l'inspection.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Respect des VLE – Actions correctives en cas de dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, articles 21-II et 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE - Actions correctives en cas de dépassement
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre V : Valeurs limites d'émissions (Articles 21 à 48) Article 21-II <i>« II. Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté. »</i></p> <p>Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre VII : Surveillance des émissions (Articles 58 à 60) Article 58-IV <i>« IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »</i></p> <p>Arrêté préfectoral d'autorisation du 30 juin 2021 4.2.2.1 – VLE pour les rejets en milieu naturel <i>« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</i></p> <p><i>Référence du rejet vers le milieu récepteur : n° 3 bis [...]</i> <i>(Cf. arrêté pour le tableau). »</i></p>
<p>Constats : Un contrôle des valeurs limites d'émission a été réalisé à partir des résultats de l'autosurveillance transmis sous l'application GIDAF ainsi que des tableaux récapitulatifs mensuels transmis par l'exploitant sur la dernière période depuis septembre 2023.</p> <p>En effet, le site connaît depuis septembre 2023 de nombreuses non conformités sur les rejets de la station d'épuration. L'inspection des installations classées a été régulièrement informée des dépassements et des actions correctives mises en œuvre.</p> <p>La nature des effluents a évolué après certaines modifications réalisées sur le process de fabrication du papier, visant à améliorer sa qualité. Les eaux usées contiennent désormais une charge bien plus significative en MES perturbant les différentes installations de la station (réacteurs, bassins, clarificateurs, etc.). Il s'agit de matières solides et essentiellement du sable provenant des matières premières (PCR).</p> <p>Un plan d'actions correctives spécifique est mis en œuvre. Ce dernier est élaboré avec l'assistance d'experts (du groupe SAICA ou de société externes spécialisées), afin d'analyser les problématiques rencontrées et les résoudre. Les mises à jour de ce plan sont régulièrement transmises à l'inspection.</p> <p>Le budget alloué pour les actions de mise en conformité est très significatif.</p> <p>Au-delà des premières actions mises en œuvre en 2023 et encore programmées en 2024, l'exploitant envisage la mise en place d'un traitement primaire (avant l'entrée des effluents sur la STEP actuelle), afin de résoudre de manière pérenne la problématique des MES perturbant le bon fonctionnement de la STEP interne. L'échéance envisagée est fin 2026 (études et travaux).</p> <p>Compte-tenu des actions déjà mises en œuvre et programmées, il n'est pas proposé à ce stade une mise en demeure. Celle-ci pourra toutefois intervenir en fonction de l'évolution des écarts (efficacité des premières actions dans l'attente d'un traitement primaire).</p>

<p>Les écarts relevés concernent notamment les rejets en MES, mais aussi le phosphore, l'azote et dans une moindre mesure la DCO.</p> <p>Parmi les actions correctives programmées, on notera par exemple des actions importantes de dessablage des bassins, l'augmentation des fréquences de nettoyage, des améliorations apportées au brassage et à l'aération, l'ajout de produits (coagulant, floculant, anti-bullage...) et l'augmentation des moyens humains et de pilotage de la STEP.</p> <p>Les écarts font l'objet de commentaires sur l'application GIDAF (causes et actions correctives).</p> <p>Des écarts sont également relevés sur les rejets des eaux pluviales. Des actions correctives sont également à programmer sur ces rejets.</p> <p>Non-conformité n°2 : Les valeurs limites fixées par l'article 4.4.2.1 de l'arrêté préfectoral ne sont pas respectées pour ce qui concerne notamment les eaux industrielles, mais aussi les eaux pluviales. L'exploitant présente en réponse sous 1 mois ses perspectives de mise en conformité et engagements associés. Les mises à jour du plan d'action sont régulièrement transmises à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délais : 1 mois

N° 6 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement Article 1 <i>« Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet. »</i></p>
<p>Constats : La transmission des résultats de la surveillance des émissions est réalisée conformément aux dispositions en vigueur.</p> <p>L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Débit de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit de rejet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre VII : Surveillance des émissions (Articles 58 à 60) Article 60 « (...)» <i>1° La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m³. Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau.</i></p>

2° (...). Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie. »
Constats : Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un débitmètre permettant la réalisation d'une mesure en continu. L'installation est donc conforme. L'inspection n'a pas d'observation sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'échantillonnage et accréditation des intervenants extérieurs
Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre VII : Surveillance des émissions (Articles 58 à 60) Article 58-II « II. (...) <i>Pour les mesures dans l'eau, les préconisations énoncées dans le guide relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement, validé par le ministère en charge de l'environnement, permettent de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. En particulier, si l'exploitant fait appel à un ou des organismes ou laboratoire extérieur pour ces mesures de surveillance, il s'assure que chacun des acteurs de la chaîne de prélèvement et d'analyse est agréé ou accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</i> (...) »
Constats : L'exploitant dispose d'un dispositif de prélèvement d'échantillon installé en amont du point de rejet. Le prélèvement est assuré par un préleveur automatique réfrigéré avec multiflaconnage. Le prélèvement est asservi à la mesure de débit. Le débit, la température et le pH sont mesurés en continu. Les échantillons sont conservés dans de bonnes conditions de température. L'exploitant réalise une partie des analyses sur site. L'ensemble des paramètres à surveiller sont analysés de manière trimestrielle par un laboratoire accrédité COFRAC (APAVE). L'exploitant n'avait pas connaissance du « <i>guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE</i> » dans sa version de février 2022, validé par le ministère et dont l'application relève désormais de l'arrêté du 2 février 1998. L'inspection n'ayant pas relevé d'écart par rapport aux recommandations du guide, il est formulé une observation visant à ce que l'exploitant s'assure de sa prise en compte. Observation n°1 : L'exploitant s'assure de la prise en compte des recommandations du guide de mise en œuvre relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse de substances dans les rejets aqueux des ICPE version février 2022.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Contrôle de recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Arrêté du 2 février 1998 - Chapitre VII : Surveillance des émissions (Articles 58 à 60) Article 58-III « (...) <i>S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</i> <i>L'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</i> <i>L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</i> <i>Si la surveillance des émissions de l'exploitant est déjà réalisée par un laboratoire agréé, le contrôle de recalage ne s'applique pas, à la condition que les mesures (prélèvement et analyse) soient réalisées sous agrément. »</i>
Constats : Le contrôle de recalage imposé par l'arrêté ministériel a minima tous les deux ans est applicable au site dans la mesure où les prélèvements sont réalisés par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance, ainsi qu'une partie des analyses. L'exploitant a sollicité un contrôle de recalage annuel via l'agence de l'eau. C'est la société CTC, mandatée par l'agence de l'eau, qui est intervenue en 2023 pour le contrôle des dispositifs d'autosurveillance du site (intervention du 28/09/2023). Le rapport présente quelques observations, mais les conditions d'autosurveillance apparaissent globalement très satisfaisantes selon les conclusions de ce contrôle. Lors de la visite, il n'a pas été réalisé un suivi des réponses apportées à ce rapport. L'écart concernant les résultats des analyses réalisées en interne sur le paramètre DBO ₅ a été signalé lors de la visite (surestimation systématique en interne), ainsi que sur le NO ₃ dans une moindre mesure. L'exploitant n'a pas identifié de méthode d'analyse alternative appropriée. Les résultats transmis sous GIDAF pour ces paramètres sont ceux analysés par un laboratoire externe accrédité. Observation n°2 : L'exploitant s'assure de la prise en compte des observations présentes dans le dernier rapport de contrôle de recalage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4-III.
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des résultats PFAS dans GIDAF
Prescription contrôlée : Arrêté du 20 juin 2023 Article 4 – III. <i>« III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »</i>
Constats : L'exploitant a réalisé une première campagne d'analyse des substances PFAS en février et programmé les deux autres (celle de mars a dû également être réalisée depuis la visite). Aucun résultat n'a toutefois été transmis sous l'application GIDAF. Un écart est noté afin de suivre la bonne transmission de ces résultats. L'exploitant s'assure par ailleurs que les flux apparaissent dans les résultats d'analyse, au-delà des concentrations. Non-conformité n°3 : L'exploitant s'assure de la transmission sous GIDAF des résultats des trois campagnes d'analyse des substances PFAS sur le rejet des eaux industrielles, conformément aux dispositions prévues par l'arrêté du 20 juin 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délais : 1 mois (suivi la réception des résultats)